



# Avis de tempête sur l'énergie !

Des crises énergétiques à un nouveau type de développement, l'Énergie est au centre de nombreux débats d'avenir. Notre dossier **p 4**

## Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 866

26 février 2009

prix : 0,70 €



### SARKOZY RESTE SOURD AUX EXIGENCES SOCIALES !

#### ■ Le scandale MHS

En 10 ans, l'entreprise nantaise aura connu 3 plans sociaux et plus de 350 suppressions d'emploi MHS pour le seul bénéfice des actionnaires.

P 3

#### ■ Ballades Littéraires

Le Livre « ballades en Loire-Atlantique nous invite à revisiter le département dans les pas d'une vingtaine d'écrivains célèbres, d'Abelar à Verne en passant par Breton.

P 6

#### ■ Taxe professionnelle

Qui va payer la suppression de la taxe professionnelle proposé par Sarkozy ? Le point de vue de l'élu nazairien Christian Saulnier.



P 7

## Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante :

**Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique !**

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00 ou [nlapublicite@orange.fr](mailto:nlapublicite@orange.fr)



# L'actualité politique...

## EN BREF

### Un sommet de miettes

Poussé par la montée du mécontentement, le Président de la République, ne pouvait rester l'arme au pied. De là, à connaître un changement radical dans sa politique : il y a un chemin qu'il ne veut visiblement pas franchir. Une nouvelle fois le « baveu » de l'Elysée s'en est tenu à un « bla bla » d'avocat cherchant avant tout à éviter les problèmes qui fâchent.

### Démagogie gratuite

Qu'il est facile de caresser dans le sens du poil pour essayer d'amadouer. Mais les réalités sont là pour les infirmières, enseignants, fonctionnaires et autres professions qui ne peuvent vivre de louanges gratuites du chef de l'Etat, qui dans le même temps casse leurs emplois, leur pouvoir d'achat et les services publics. Démagogie... Quand tu nous tiens.

### Le choix de l'argent et des profits.

Pour ceux qui pouvaient encore espérer, les résultats sont là. Entre 1,650 et 2,650 milliards d'euros annoncés par le locataire de l'Elysée pour les salariés et dix fois plus pour les banques, trois fois plus pour les patrons de l'automobile, une miette comparée aux quelques 54 milliards de dividendes versés aux actionnaires du CAC 40.

### Une pensée à ceux qui souffrent...

Notre Président nous a parlé de ceux qui souffrent expliquant qu'il devait accorder des aides aux banques qui à l'image de la Société Générale annonce pour 2008, 2 milliards de profits. Mais pas un mot pour les Smicards, pour les retraités. Peut être que ceux qui ne gagnent que 700 ou 1000 euros pour vivre par mois, sont heureux aux yeux du Président...

### DROIT À VIVRE DANS LA DIGNITÉ



### Un mauvais chemin.

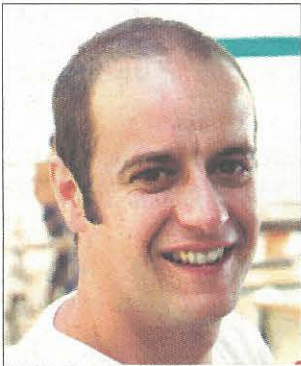
Annonçant une nouvelle fois des réductions d'impôt qui n'ont, soit dit en passant, rien à voir avec celles accordées aux plus fortunés, le chef de l'Etat fait une nouvelle fois le choix d'une diminution de l'argent dont l'Etat a besoin pour répondre à ses devoirs. Qui dit en effet moins d'argent dit moins d'écoles, moins d'hôpitaux, moins de fonctionnaires... mais plus de déficits qu'il faudra bien un jour ou l'autre, regarder avec attention...

### Poussons... Poussons...

Si l'on veut que l'on parle de l'emploi, des retraites, du pouvoir d'achat, des questions au cœur de l'actualité sociale, une seule solution : maintenir et accroître la pression comme ce fut le cas le 29 janvier et le sera le 19 mars.

## Point de vue

par Pedro MAÏA



A moins qu'elle ne soit portée par Laurence PARISOT, toute revendication syndicale reçoit une fin de non recevoir. Les exigences d'augmentation de salaires, de défense de l'emploi, de maintien et de développement des services publics entrent par les portes de l'Elysée et en ressortent par

la corbeille à papier. Derrière ses airs de victime de la crise, le MEDEF jubile, pour lui, la crise ça rapporte, semaine après semaine l'Etat se montre généreux. Après les différentes aides publiques chiffrées par milliards, un nouveau cadeau fiscal : la fin de la taxe professionnelle, une revendication patronale bien connue. Certes, il faut moderniser cette taxe mais la supprimer revient à faire payer aux contribuables le manque à gagner pour des collectivités locales déjà asphyxiées. Le gouvernement voudrait sortir de la crise par l'investissement mais prive les collectivités de son princi-

### Le rassemblement populaire du 19 mars sera déterminant

pal moyen d'investir ! Face à l'urgence sociale et pour tenter de gagner la paix sociale, Nicolas SARKOZY avance avec des mesurées, quelques dizaines d'euros par ci, quelques primes par là. Rien qui ne permette au monde du travail de vivre de son salaire et de relancer la machine économique. Tant le patronat comme la droite crient haut et fort que ce n'est pas possible, que les entreprises perdraient en compétitivité et que le chômage augmenterait. Toujours le même refrain!

De toute manière, crise ou pas crise, il n'est pour eux jamais question d'augmenter les salaires. Les responsables de la crise voudraient faire croire qu'ils ont les meilleures solutions pour en sortir, ils ont l'appui d'un certain nombre d'économistes qui refusent d'admettre que depuis des années ils se sont trompés. Nos concitoyens ne sont pas dupes, comme dans les

départements d'outre mer, la colère populaire monte, les méfaits du capitalisme, les injustices et les inégalités sociales grandissantes, l'arrogance patronale et le parti pris du pouvoir appelle à la mobilisation pour le changement. Le 19 mars, le rassemblement populaire sera déterminant pour faire entendre au gouvernement qu'il va falloir changer de cap. Les communistes y contribueront.

## Donner un « coup d'épaule » à la droite et au patronat

Le mécontentement du pays vient d'acculer le président de la République à lâcher quelques mesures sociales supplémentaires (annonces télévisées du chef de l'Etat du 18 février). Il parle maintenant de 2,6 milliards destinés au social. C'est certes mieux que lors de son précédent entretien télévisé, mais c'est si peu quand on les compare aux 6 milliards d'euros offerts aux grandes fortunes par la loi TEPA (« paquet fiscal ») ou aux 8 milliards correspondants à la suppression de la taxe professionnelle pour les entreprises ! Il a beau multiplier les manœuvres de diversion, larguer des leurres, jouer la montre, le mouvement social, symbolisé par une exceptionnelle unité syndicale, le presse de toutes parts.

« Il va falloir pousser plus fort » a déclaré le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, au soir du 18 février. A l'évidence un nouveau « coup d'épaule » sera nécessaire le 19 mars. Au barrage que la droite et le patronat tentent d'élever contre la

revendication d'augmentation des salaires, au « maintien de cap » qu'affiche un Nicolas Sarkozy qui voit pourtant ses « réformes » de plus en plus contestées par une majorité de français, il va falloir imposer un front commun des salariés, des retraités, des jeunes, des chômeurs, pour enrayer la politique gouvernementale. Au-delà, cela pose naturellement la question d'un véritable projet politique alternatif à gauche.

Les communistes formulent des propositions précises pour sortir de la crise. Parmi celles-ci, suspendre immédiatement tous les plans de suppressions d'emplois, mettre à contribution les profits et les dividendes versés aux actionnaires, augmenter immédiatement le SMIC, relever de façon importante les salaires, les retraites, les minima sociaux, relancer massivement les investissements en



mobilisant l'argent pour engager une nouvelle politique économique au service des hommes et respectueuse de l'environnement. Le PCF verse ses propositions au débat. Un premier signe important à gauche : l'appel commun de toutes les forces de gauche (du PCF au PS en passant par le NPA, le PG etc...) « à développer l'action et au succès du 19 mars », dénonçant un nouvel apport de 6 milliards d'euros à PSA et Renault suivi d'une nouvelle annonce de suppressions d'emplois massifs, la suppression de la taxe professionnelle et le refus de répondre positivement aux revendications salariales.

## De vous à moi...

Ça y est, Olivier Besancenot a son propre parti, bâti autour de sa personne et de sa popularité, largement favorisée par l'establishment médiatique. Apparemment, le nom provisoire ne l'était pas tant que ça puisqu'il s'agira bien du NPA pour Nouveau Parti Anticapitaliste. Pour la nouveauté, on repassera puisque la première décision de la formation a été de soumettre la proposition de listes communes avec le PCF et le PG aux européennes à une exclusive inacceptable : l'arrêt définitif d'un rassemblement de la gauche aux régionales auquel participerait le PS. La constitution du NPA procède donc d'un double renoncement : Celui de l'abandon de la référence au communisme et celui du refus de tout rassemblement à vocation majoritaire à gauche. Il s'agit donc, pour Besancenot de protester à la porte des institutions, hurlant par exemple au scandale de l'attribution des fonds publics tandis que d'autres à l'instar des élus communistes parties prenantes de la majorité de gauche à la région, gagnent la mise en place d'une commission de contrôle des fonds publics utile, dans les faits aux salariés des Pays de la Loire comme à la défense d'une autre utilisation de l'argent face à la droite et au patronat.. Les communistes sont fiers d'être de cette gauche là fidèles la conception d'un parti révolutionnaire capable d'agir dans les luttes comme dans les institutions. C'est à cette identité communiste que les militants du PCF ont réaffirmé leur attachement à l'occasion du 34ème congrès.

AS



# ...en Loire Atlantique.

**VITE LU  
VITE DIT**

## Les personnels des écoles nantaises en grève de solidarité

Une trentaine d'écoles nantaises et de nombreuses autres dans le département ont été concernées par un mouvement de grève en solidarité avec Sami Benmeziene, instituteur à Indre accusé d'avoir blessé un policier lors d'une manifestation en 2008. Une mobilisation qui témoigne à nouveau des velléités de répression de l'action syndicale en Loire-Atlantique. Le procès devait avoir lieu Lundi 23 Février.

## Solidarité avec la Guadeloupe

1500 personnes se sont réunies à Nantes à l'appel d'un collectif de solidarité aux français des départements d'outre mer soutenu par de nombreuses associations et partis de gauche dont le PCF.

Les sections de Saint-Nazaire et de Brière du PCF ont pris l'initiative d'inviter les organisations de gauches et associatives à se rassembler **jeudi 26 février 2009 à 18 heures.** au **Mémorial de la fin de l'esclavage "l'abolition de l'esclavage"**, quai Kribi à Saint-Nazaire.

Dans l'invitation au rassemblement, les organisateurs rappellent que « Partout dans le pays la solidarité s'exprime. D'autant plus forte que la lutte du peuple antillais et guadeloupéen contre les salaires qui ne permettent pas de vivre, les conditions de vie de plus en plus insupportables et la répartition injuste des richesses convergent avec les revendications portées par les 2,5 millions de manifestants du 29 janvier dernier en métropole. **Il est grand temps dans la région nazairienne et en Brière d'affirmer notre solidarité active, pleine et entière avec les mouvements qui se développent en Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion...** »

## Les mesures de Sarkozy ne tiennent pas compte des revendications sociales

### Des mesures de saupoudrage social...



- **Impôts** : suppression des deux derniers tiers provisionnels de l'impôt sur le revenu pour les foyers imposables dans la première tranche (entre 5 852 et 11 673 euros). Quatre millions de ménages sont concernés, pour un gain moyen de 200 euros. À cela s'ajoute un crédit d'impôt pour éviter tout effet de seuil pour les ménages dont les revenus dépassent de peu la première tranche. Deux millions de foyers supplémentaires verront leur impôt réduit.

- **Familles** : versement en juin d'une prime exceptionnelle aux 3 millions de familles modestes ayant au moins un enfant en âge scolaire et percevant l'allocation de rentrée scolaire.

- **Versement de bons d'achat** de services à la personne (aide à domicile, ménage, soutien scolaire, garde d'enfants), à

hauteur de 200 euros par foyer, à des ménages ciblés.

- **Chômage partiel** : son indemnisation est portée jusqu'à 75 % du salaire brut, sur la base de conventions conclues entre l'État et les branches ou les entreprises.

- **Une prime forfaitaire**, exceptionnelle, de 500 euros sera versée aux chômeurs pouvant justifier entre 2 et 4 mois de travail. Mesure valable un an à compter du 1er avril.

- **Aides publiques** : dans les entreprises de 50 salariés ou plus, les aides directes feront l'objet d'une information-consultation du comité d'entreprise.

- **Un fonds d'investissement social** est créé pour « coordonner les efforts en faveur de l'emploi et de la formation professionnelle ». Sa dotation « pourrait atteindre 2,5 à 3 milliards d'euros ».

- **Il est « demandé » aux dirigeants** mandataires sociaux d'entreprises, qui mettent en oeuvre « un plan social d'ampleur ou recourant massivement au chômage partiel », de renoncer à leur bonus.

- **Syndicats et patronat** sont invités à ouvrir deux négociations au deuxième trimestre 2009 sur la « gouvernance » des entreprises et les représentants du personnel.

### ...Et des revendications syndicales insatisfaites

- **Emploi** : renoncement aux 30 000 suppressions de postes dans la fonction publique en 2009. Droit suspensif du comité d'entreprise sur les plans sociaux (CGT).

- **Aides publiques** : elles doivent être conditionnées à des exigences sociales, en particulier en matière d'emploi.

- **Suspension (CFDT) ou abrogation (CGT) de la loi TEPA** (sur les heures supplémentaires), du « bouclier fiscal » et défiscalisation des heures sup.

- **Hausse du smic** (CGT, qui réclame 1 600 euros brut, et FO, qui demande « un coup de pouce »).

- **Salaires** : les négociations dans les branches, les entreprises, les fonctions publiques doivent assurer « au moins un maintien du pouvoir d'achat ». Les allègements de cotisations consentis aux employeurs doivent être conditionnés à la conclusion d'accords salariaux. Pour la CGT, faute d'accord avant le 1er juin, les allègements devraient être supprimés au 1er juillet.

- **Amélioration du pouvoir d'achat des retraités** (leurs syndicats réclament tous l'indexation des pensions sur les salaires) et des minima sociaux (FO demande une hausse de 10%).

- **Actionnaires** : gel des dividendes (CGT).

- **Abrogation des dispositifs légaux** remettant en cause la réduction du temps de travail.

- **Retrait de la proposition de loi** sur le travail du dimanche.

- **Logement** : développement du logement social, encadrement des loyers.

- **Mise en débat** du montant et des critères de rémunération des dirigeants.

- **Retrait du décret Pécresse** sur les enseignants-chercheurs.

- **Retrait du projet de loi Bachelot** sur l'hôpital...



## La section de Saint-Nazaire soutient Pascal, blessé le 29 Janvier

Pascal, blessé au pied par une grenade assourdissante, lancée par les forces de l'ordre lors de la manifestation du 29 janvier, subit de multiples interventions chirurgicales



qui ont conduit à l'amputation de deux de ses orteils déjà, entraînant un traumatisme psychologique grave lié aussi à son isolement. Pascal a vu cet engin tourbillonnant, glissant sur la chaussée lui arrivant dans les pieds alors qu'il discutait avec un membre de sa famille observant à distance les affrontements. Une instruction menée par un juge d'instruction doit être ouverte ; elle permettra à Pascal de se défendre comme tout citoyen et d'obtenir des réparations morales et physiques.

Ce 29 janvier à Saint-Nazaire, 16 interpellations, 4 comparutions immédiates, un procès à venir mais aussi un blessé lourd, handicapé à vie, oublié jusqu'à ce jour par la justice. Taser, grenade assourdissante à présent, quelles

sont ces armes utilisées par le Police ?

Toute la lumière doit être faite sur l'utilisation de ces armes par les forces de l'ordre afin que ce type d'accident ne puisse plus se reproduire. Sarkozy veut créer un climat de peur, d'intimidation de tous ceux qui résistent et ripostent à sa politique. La liste des faits entraînant un recul des libertés publiques s'allonge chaque jour à Saint-Nazaire et partout en France.

La mobilisation contre le recul des libertés prend forme. La constitution d'un large front politique, syndical, associatif, citoyens de défense et de promotions des libertés est une urgence partout en France.

Yvon Renevot, secrétaire de la section de Saint-Nazaire du PCF,

## MHS Nantes : Pas de hasard ni de fatalité

**30 ans d'expertise capitaliste**

En 79, création de MATRA HARRIS, désengagement d'HARRIS en 1991 dont 50% de son capital est acquis par AEG, puis regroupement d'activités microélectroniques sous une nouvelle entité : TEMIC Semiconductors en 1992, MATRA MHS SA fait alors partie de ce nouveau groupe. En 1998, un groupe américain ATMEL Corporation acquiert une partie de la production de TEMIC, le reste de TEMIC est rebaptisée en 2000 ATMEL Wireless ans Microcontrollers et MHS SA devient ATMEL Nantes SA. En 2005, scission d'ATMEL Nantes SA et création d'ATMEL Fabrication SAS qui, en décembre, a été achetée, pour un euro symbolique, par XbyBus rebaptisé depuis MHS Industries. Une des filiales de ce holding devient MHS Microcomposants Haute Sécurité rebaptisée en 2007 MHS Electronics. **Un repère éclairant**

1 euro, c'est le prix d'achat de l'ancienne fonderie Atmel par MHS Industries qui a revendu des terrains et des bâtiments de la Chanterrie en juillet 2008 pour 15,8 millions d'euros. De scission en cession, un seul gagnant : l'actionnaire. A contrario, les emplois trinquent malgré des aides publiques significatives pour préserver

les entités industrielles. En 10 ans, MHS Electronics a connu trois plans sociaux qui se sont soldés par plus de 350 suppressions d'emplois. Jean-Marc DELASALLE, délégué syndical CGT de MHS, parle de spoliation de leurs actifs.

**MHS est à l'agonie par jeu de « Monopoly » financier.** Il était pourtant annoncé, en juin 2008, que MHS avait mis au point une biopuce à détecter le cancer en s'appuyant sur son savoir faire, s'offrant ainsi de nouvelles perspectives dans un marché des analyses génétiques qui affiche une croissance annuelle de 15%. Son directeur de développement le confirmait d'ailleurs : « Les perspectives sont gigantesques en termes de marchés. » Peut-être pas assez aux yeux des actionnaires qui font d'autres choix ?

**Les salariés ont raison de demander une enquête afin que l'on reconnaisse le préjudice subi...**

Dans un communiqué à la presse, les communistes nantais et leurs élus ont dénoncé : « Une stratégie économique privilégiant la rémunération des actionnaires au développement économique et l'emploi, prétextant une fois de plus la crise financière. Il n'y a ni hasard ni fatalité à la situation de MHS Electronics. »



# Le dossier.

## Avis de tempête sur l'énergie

**Crise énergétique, développement des énergies renouvelables, nouveau modèle de développement, appropriation publique... l'énergie est au cœur de multiples enjeux en ce début de XXIème siècle.**



Avec le développement de la crise économique et sociale que nous traversons, les prix à la pompe baissent. Ce n'est pas pour déplaire aux consommateurs que nous sommes, en ces temps où le pouvoir d'achat populaire est en berne. Une baisse conjoncturelle qui n'a pas empêché TOTAL d'annoncer un bénéfice record, de plus de 13 milliards d'Euros. Il est vrai que ce mastodonte industriel bénéficie

depuis des années de rentes de situation, comme, par exemple, dans les Antilles où des prix anormalement hauts pratiqués par une de ces filiales ont mis le feu à un fort mouvement social sur la question du pouvoir d'achat.

Même en baisse de près de 40%, EDF annonce lui aussi un bénéfice confortable, environ 3,4 milliards d'Euros pour 2008. Tout semble bien aller pour le numéro 1 français de l'énergie

non-fossile. D'autant qu'il vient de recevoir les étrennes du Président avec la concession du second futur réacteur EPR construit en Seine-Maritime, et que ses concurrents, en utilisant y compris des pratiques peu scrupuleuses, peinent à le concurrencer dans la fourniture d'électricité. La tempête du mois de janvier et la mobilisation du 29 janvier ont néanmoins remis dans le débat public la question de la

répartition des bénéfices d'EDF. Le sous investissement chronique des dernières années dans le réseau de transport l'ont fortement fragilisé, de même que la réorganisation des services aux usagers a eu pour conséquence une perte de la qualité du maillage territorial de proximité. Ce qui entraîne aujourd'hui, par exemple, un allongement du délai de raccordement d'un logement au réseau électrique. La faute a une logique de rentabilité financière qui a eu aussi pour conséquence une dégradation de l'emploi, ainsi que des conditions de travail et de rémunération des salariés. Une logique exacerbée par les mises en concurrence en France, en Europe et dans le monde dans le domaine de l'énergie. Ce qui a notamment abouti à la course entre EDF et GDF-Suez sur des énergies identiques, en lieu et place d'une complémentarité qui

avait montré toute son efficacité. La recherche de la rentabilité financière à tous

**La recherche de la rentabilité financière à tous crins joue tant contre le droit de tous à l'énergie maintenant, que contre la définition et la mise en place d'une politique énergétique diversifiée**

crins joue tant contre le droit de tous à l'énergie maintenant, que contre la définition et la mise en place d'une politique énergétique diversifiée dans le cadre d'un nouveau modèle de développement. Ce dernier enjeu n'est pas annexe au moment

où les mutations technologiques et le début de révolution écologique que nous connaissons nécessitent des investissements de recherche importants, dans le domaine énergétique bien sûr, mais aussi dans celui des transports et de l'habitat. Ceci avec la nécessité que ce soit les populations, et non les spéculateurs, qui décident des orientations en matière de recherche-développement. Pour cela, la création des pôles publics nationaux, européens, voir mondiaux, qui permettraient d'allier sécurité d'approvisionnement énergétique pour tous, diversification des énergies, et maîtrise de l'empreinte écologique que nous laissons. Autant dire des orientations complètement à l'inverse que celles que vient de prendre l'UE lors de la signature du paquet «énergie-climat» énonçant de beaux principes mais, hélas, non contraignant.

## Ils ont dit :

**Eric COUVEZ**  
CGT EDF Nantes



**Avec la mobilisation après la tempête, EDF et ses agents sont de nouveaux sur le devant de l'actualité. Qu'est-ce que cela vous inspire ?**

Les usagers qui ont été privés d'électricité durant de nombreux jours ont pu se rendre compte combien l'électricité est essentielle à la vie et que ce n'est pas une marchandise comme les autres. Ils auront aussi pu voir le savoir-faire des agents qui ont permis de remettre au bout de quinze jours même de manière provisoire un réseau totalement dévasté. Il faut arrêter toutes les fermetures d'agences de proximité, et surtout rapidement faire un retour d'expérience de la tempête, qui mettra en évidence le besoin de rouvrir celles ayant été fermées depuis une dizaine d'années.

Ce sont les usagers et les agents qui en paient les pots cassés, avec des délais d'intervention énormes, et un nombre d'heures supplémentaires, plus

**préserver l'intérêt des usagers tout en leur assurant une qualité d'alimentation irréprochable**

la fatigue et le risque d'accident. C'est pour ça qu'il faut créer un pôle Public sous maîtrise publique : État, Région, Départements, Collectivités, Usagers, Associations de consommateurs, Syndicats... afin d'éviter la dérive des inconscients, et préserver l'intérêt des usagers tout en leur assurant une qualité d'alimentation irréprochable sans jouer sur la sécurité des installations. D'autre par c'est aussi la garantie que l'aménagement du territoire ne transformera pas certaines zones, dites non-rentables, en véritables déserts industriels, commerciaux, et ruraux.

**Le caractère public d'EDF, qui est une de ses forces, est régulièrement remis en cause.**

**Qu'en pensez-vous ?**

La CGT condamne les dégâts qu'ont occasionnés la mise en oeuvre des Directives Européennes sur l'ouverture des

marchés du Gaz et de l'Électricité, qui ont engendré non pas des baisses du prix du Kwh contrairement à ce qui était annoncé, mais une dégradation du service public pour accroître la rentabilité et renvoyer plus de fric aux actionnaires, sachant que l'état est l'actionnaire principal ! D'autre part l'électricité étant essentielle pour l'industrie et les particuliers, celui qui possède cette denrée nécessaire à la vie recherchera à en détenir le plus possible, de façon à spéculer lorsque cette énergie se raréfiera. Tant que les abonnés

resteront dans le tarif historique EDF, alors, les spéculateurs ne pourront pas se développer pour conquérir un monopole privé. Voilà pourquoi les opérateurs privés, voir EDF ou GDF-Suez se battent entre eux tel que cela s'est passé avec la téléphonie mobile, afin d'obtenir le plus de part de marché, casser le tarif historique pour qu'il ne soit plus sous la maîtrise de l'état, et pouvoir par la suite pratiquer une flambée des prix pour gaver les actionnaires, sans exploiter le réseau, ni faire d'investissement.

**Jacqueline Guillard**  
Usager vigilante

Des représentants de POWEO se sont présentés dans notre immeuble à la mi-décembre ; tous des jeunes, avec des discours bien formatés. Leur argument choc : « vous allez avoir 10% de réduction sur votre facture ». Pour adapter leur prix, ils exigent des personnes démarchées qu'elles leur fournissent leur dernière quittance EDF ou GDF et n'hésitent pas à les emporter. Pour les personnes tentées, il leur faut signer tout de suite, les démarcheurs se faisant très pressants. Et ils ne leur disent jamais que les prix peuvent augmenter plus tard.

Sur 10 appartements, 3 habitants se sont fait avoir, dont une personne âgée de 83 ans. Aucune n'était au courant que le retour au tarif administré était impossible pour le gaz. Elles

**électricité**  
ATTENTION ARNAQUE !

A partir du 1er juillet 2007  
**Si vous acceptez de quitter le service au tarif public**  
(dit administré)

**Vos factures vont s'envoler**

**PCF**  
Parti Communiste Français

ont bien essayé de se rétracter après avoir découvert la supercherie, mais personne ne sait où il faut s'adresser. Les gens sont seuls face à ces arnaqueurs.



# Le social au cœur.

## PRENONS NOTE...

### Le ciel s'assombrit

L'industrie a perdu 2,6% de ses effectifs l'an passé, soit la plus grosse chute depuis dix ans.

Plus de 120 salariés de l'usine de stylos **Waterman à St Herblain** vont être touchés par des mesures de chômage partiel jusqu'à la fin avril. Les 450 salariés de **Toyota à Ancenis** chôment les jeudis et sont en RTT le vendredi.

Pour **MSP Industries à Carquefou** : 73 salariés, c'est le dépôt de bilan.

L'équipementier automobile **Faurecia**, qui emploie 400 salariés à **St Nicolas de Redon**, fermera son usine en 2011.

**Navi-Line à Vieilleville** peut continuer son activité mais avec 40 licenciements.

**Béghin-Say** confirme la fin du raffinage et étudie le maintien temporaire du conditionnement : 60 emplois supprimés.

**Le centre d'appel 3 suisses à St Herblain** qui emploie 63 salariés ferme ses portes.

### ...En attendant le 19 mars

Les salariés de l'**Office du tourisme de Nantes** a pour la première fois, fait grève pour une augmentation de salaires pour tous.

L'**Institut du thorax, situé à l'hôpital Nord Laennec**, était en grève contre le plan de redressement voulu par la direction du CHU.

Les **40 civils du Centre du service national de Nantes** s'opposent à leur transfert à Angers.

**300 travailleurs sociaux** ont manifesté devant l'UDAF 44 pour protester contre les propositions des employeurs, pour la révision de leur convention collective.

**Chaînes humaines devant les écoles** du département, avant la journée d'actions du 10 mars, contre la réforme Darcos.

Le **5 mars**, au moment du vote de la loi Hôpital Patients Santé Territoire de Bachelot à l'Assemblée Nationale, **le milieu hospitalier** sera en grève.

### Les Roms, citoyens d'Europe

Depuis quelques années, et depuis l'entrée en 2007 de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'Union Européenne, une immigration Rom s'installe sur l'agglomération nantaise. Pour exiger que les politiques publiques à l'égard des Roms fassent l'objet de débats et d'échanges associant tous les acteurs concernés : **un rassemblement est prévu le 26 février à 18h devant l'Hôtel de Ville de Nantes.**

### Plus de domiciliation

L'association de soutien aux travailleurs immigrés de Nantes (Gasprom) se voit de nouveau **refuser l'agrément pour la domiciliation administrative des étrangers demandeurs d'asile**. Depuis, le 11 février, une autre association d'aide aux demandeurs d'asile, Aida, a suspendu toute nouvelle domiciliation à la demande du préfet... pour empêcher que les réseaux mafieux envoient du monde à Nantes.

### Plus jamais ça !



Après 22 jours meurtriers, la bande de Gaza est dans un état effroyable. La période demeure à hauts risques. **Il y a urgence d'aboutir à un règlement politique global sur la base des résolutions de l'ONU et aller très vite vers la création de l'Etat palestinien.** C'est le sens

de la cyber-lettre au Président de la République que le Mouvement de la Paix nous invite à signer et à faire signer. <http://www.mvtpaix.org>

## Pas à payer les frais !



La direction de **STX France SA** avait annoncé le 12 janvier, la mise en place du chômage partiel au sein de la fabrication. **Ce nouveau coup porté au pouvoir d'achat est refusé par les salariés. Ils se mobilisent pour le paiement à 100% du chômage partiel avec le soutien de la CGT.** Comme elle l'indiquait : « c'est non seulement la seule façon d'obtenir des garanties solides de maintien de nos revenus dans la période à venir mais c'est aussi la meilleure façon de contraindre la direction et les pouvoirs publics, 2ème actionnaire de l'entreprise, de trouver les solutions pour redémarrer l'activité et sauvegarder l'emploi de tous les travailleurs ».

Ainsi, depuis début février, un mouvement de protestation va se développer dans des ateliers des chantiers contre les conséquences de ce chômage partiel annoncé pour mars et avril ! Ce mouvement lance haut et fort le mot d'ordre qui fédère et résume la réponse collective aux coups durs qui touche déjà où menace l'ensemble des travailleurs du site : **les salariés n'ont pas à payer les frais de la crise !**

La détermination des salariés, l'ampleur de la mobilisation et du soutien qu'elle a rencontré, l'engagement de FO et de la CFDT dans cette bataille a permis d'ouvrir de nouvelles et réelles négociations. Un accord a été trouvé, il prévoit notamment le maintien de la rémunération à 100% pendant la période de chômage partiel, 35 jours maximum en 2009. La CGT précise qu'il « est le résultat de la lutte. Dans cette situation pesante quant à l'avenir des emplois et de l'industrie, une bataille importante a été gagnée ».

Elle a ouvert la voie à d'autres entreprises, comme à l'entreprise **BOBCAT à Pontchâteau** où les syndicats CGT et CFDT affirment que « leur direction et les pouvoirs publics partagent la responsabilité de cette situation. Ils doivent l'assumer en assurant le maintien de la rémunération à l'ensemble des salariés ».

## Les Facs en colère

"Enseignant-e-s, chercheur-e-s, étudiant-e-s ont débuté depuis début février une grève qui se veut illimitée.

**Comme pour l'Education Nationale, la Poste, les raisons de la colère sont simples : le service public est en danger : suppression de 900 postes cette année, démantèlement du CNRS, précarisation des personnels d'université et réforme du statut d'enseignant-e/chercheur-e.**

**Scientifiques de renom, syndicalistes, tous dénoncent les décisions de la Ministre V.Pécresse qui met à mal dangereusement l'enseigne-**

**ment supérieur et la recherche française.**

Dans la droite ligne de la loi LRU sur l'autonomie des universités, favorisant de fait la concurrence entre les établissements, la réforme des statuts accorde plus de pouvoir aux Président-e-s d'universités au détriment des enseignant-e-s/chercheur-e-s. C'est la fin de l'indé-

pendance intellectuelle vis-à-vis du pouvoir.

Est-ce que c'est en réduisant le nombre de postes, en conditionnant la recherche à des résultats rentables que l'on empêchera la fuite des cerveaux, que l'on attirera et formera davantage de chercheur-e-s, qu'on améliorera les conditions de vie des étudiants ?



Alors que les actionnaires des sociétés peuvent dire : « Vive la crise », les salariés eux la subissent de plein fouet.

**Ainsi, le n°1 mondial du chariot élévateur, Manitou à Ancenis, annonce un plan d'économies, puis un plan de sauvegarde avec des heures chômées ; puis le chômage partiel à peine commencé, un plan social.** Mais, en avril 2008, le directeur général chargé du développement, envisageait de lancer « un plan d'économies destiné à préserver la structure financière et la rentabilité de Manitou ». Les actionnaires sont rassurés, pas les salariés ! Comme le déclare Mme Parisot : « Seul l'actionnaire peut décider du montant des dividendes » car il relève « de son droit de propriété ». **Gagner de l'argent en dormant par le travail des salariés, s'arc-bouter pour le payer le moins cher possible, licencier quand on le veut, c'est cela le droit de propriété, décider de la**

vie des autres ?

« Après avoir affiché ces dernières années des records de ventes, et plus récemment l'acquisition au prix fort de l'entreprise **GHEL** aux USA, il apparaît, pour la CGT, prématuré et choquant d'annoncer aussi rapidement que Manitou coule sans avoir d'autres bouées de sauvetage qu'un plan social déguisé ». La CGT exige que le droit soit respecté et refuse l'exploitation des salariés. De plus, les conséquences pour le Pays d'Ancenis qui ne repose que sur la mono industrie axée autour de Manitou et Toyota vont être importantes. Lorsque nous savons qu'avec un emploi direct, ce sont 3 à 5 emplois induits qui disparaissent, nous pouvons imaginer les conséquences sur le bassin d'emploi d'Ancenis. C'est cela que les salariés et la population ont refusé en manifestant dans les rues d'Ancenis le 29 janvier. **Ils étaient 3500, en effet, à crier leur refus de payer une crise dont ils ne sont pas responsables !**



Le gouvernement **dénigre la qualité de la recherche française et méprise le milieu universitaire en évoquant « le conservatisme et l'immobilisme » qui y régnerait.**

**La droite idéalise les campus américains, fonctionnant sur un modèle d'entreprise, avec recherche de financements privés, rentabilité, marchandisation des savoirs, culte de la performance et de la concurrence exacerbée au niveau mondial.**

Le 5 février, 1500 enseignants-chercheurs et étudiants étaient dans les rues de Nantes ; idem le 12 février... **l'assemblée du 23 février prolongera ce mouvement.**



# Evènements, culture, idées.

## Dans les pas des écrivains Belle balade littéraire en Loire-Atlantique

Dans ce livre attachant, toujours érudit sans être jamais pesant, il s'agit de récits de vie de 26 écrivains, d'Abélard à Narcejac, de Verne à Chaillou, d'André Breton à Jean Rouaud, dont la Loire-Atlantique a été la terre natale ou le lieu de résidence.

Nous emboîtons ainsi le pas, à travers biographies et extraits choisis, des grands auteurs de Loire-Atlantique. Michel Chaillou, grand prix de littérature de l'Académie française 2007, ouvre ces pages, essayant de « tendre cette Loire-Atlantique comme l'élastique du lance-pierres de [ses] neuf ans dix ans pour qu'elle redevenue Inférieure, que [ses] rides actuelles se déplissent, que [sa] silhouette retrouve son adolescence dans les vitrines... »

A la suite de Michel Chaillou, les "auteurs-biographes" successifs essaient de tendre le fil de l'existence de Jules Verne, Vallès, Nizan, Breton, Schwob, Gracq, Narcejac, Rouaud... et nous livrent des tranches de vies savoureuses des écrivains dans ce département.

• **Nantes, 1915.** Le plaisir en alerte guide les pas perdus du futur chef de file du surréalisme, le jeune André Breton. Les parcs, les passages de la ville et les quais de Loire, sont les théâtres privilégiés de ses escapades amoureuses. Patrice Allain évoque sa mobilisation à Nantes, dont dans Nadja, il écrit : « Nantes : peut-être avec Paris la seule ville de France où j'ai l'im-

pression que peut arriver quelque chose qui en vaut la peine, où certains regards brûlent pour eux-mêmes de trop de feux (...) où pour moi la cadence de la vie n'est pas la même qu'ailleurs, où un esprit d'aventure au-delà de toutes les aventures habite encore certains êtres, Nantes, d'où peuvent encore me venir des amis ».

• **Plage de Pornichet, 1906.** Jacques Prévert, petit garçon au visage rond, coiffé d'un chapeau "Jean-Bart" scrute la mer... C'est leur première rencontre, dans ce petit village où ses parents l'emènent en vacances.

Danièle Gasiglia-Laster nous introduit dans le cercle familial : Suzanne, la mère riieuse, et André, le père, un farfêlu qui fait des fugues, ramène des clochards à la maison et décide un jour de suivre avec femme et enfants, jusqu'à Guérande, un cirque qui vient de se produire à Pornichet...

• **Louisfert, octobre 1945.** En compagnie de Joël Barreau, nous retrouvons sur les chemins de campagne le poète instituteur René Guy Cadou, allant à la rencontre de ses amis peintres et écrivains : « On arrivait le matin, écrit l'un d'eux, vers 9 h. Le car s'arrêtait à 4 km

du bourg. On prenait la route et, à mi-chemin, on apercevait une courte silhouette surmontée d'un nuage de fumée. C'était René Guy... Toujours vêtu d'un chandail et d'un pantalon très ample, il aurait fait penser à quelque artisan de campagne si sa démarche balancée n'avait plutôt évoqué le marin. Mais la chevelure assez longue, très

transbordeur, le quai de la Fosse célèbre par ses maisons closes.

• Derrière Julien Gracq, l'écrivain, c'est souvent Louis Poirier, le géographe, qui transparait. Dans *La Presqu'île*, un livre à mi-chemin entre le récit et l'évocation géographique, le personnage, ressemblant fortement à Gracq quitte en voiture la gare de Savenay pour effectuer un trajet circulaire, de midi au crépuscule. Comme il multiplie les références à la réalité, la correspondance entre les paysages successifs et l'oeuvre s'impose avec telle-ment d'évidence que le périple, malgré le travestissement des noms, peut être précisément reconstitué.

Pour Gracq la Loire-Atlantique se compose de trois lieux : une ville, Nantes (*La Forme d'une ville, 1985*), une plage et la Brière. Des lieux ligériens qui, en filigrane, imprègnent toute son oeuvre romanesque et qui dessinent ce qu'il nomme une « géographie affective ».

Belle réussite que ce livre qui nous invite à revisiter la Loire Atlantique dans les pas de ses écrivains, qu'ils soient natis ou d'adoption.

Coll. **"Balade en Loire-Atlantique"**, coll. Sur les pas des écrivains. Ed. Alexandrines, 288 p., 2009, 70 ill. 22 €.

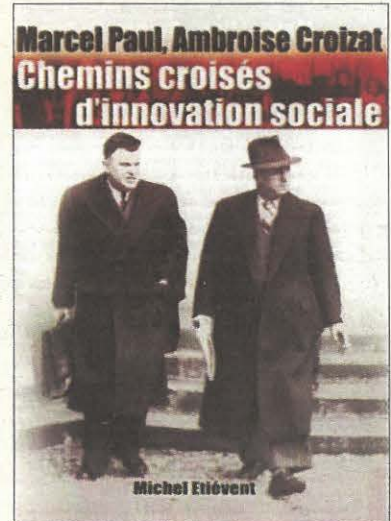


blonde et floconneuse, et les yeux bleus très clairs étaient ceux d'un poète.»

• La chanson de Barbara, "Nantes", est décryptée. Au fil des pages d'"**Antoine Bloyé**" de Paul Nizan on devine le Nantes des années trente : l'animation de la rue Crébillon, commerciale et bourgeoise, l'activité du port dominé par son pont

## LIRE

### Marcel Paul et Ambroise Croizat Chemins croisés d'innovation sociale



Dans cet ouvrage, le journaliste Michel Etiévent, retrace à partir de documents inédits les parcours féconds de Marcel Paul et d'Ambroise Croizat, deux hommes d'Etat importants de notre histoire au XXème siècle qui ont consacré leurs vies à l'innovation sociale.

Il suit l'extraordinaire parcours de Marcel Paul, enfant abandonné sur un banc, tout à tour secrétaire général de la fédération CGT de l'énergie, puis ministre communiste de la production industrielle du Général de Gaulle à la Libération.

A travers luttes, résistance, déportation, l'homme forge de grands acquis sociaux du siècle. Du conseiller municipal de Paris, père des secours d'urgence et des crèches, au fondateur d'EDF-GDF et du statut des électriciens et gaziers ; c'est une vie entière vouée à l'innovation sociale.

A ce chemin s'entremêle celui d'Ambroise Croizat, secrétaire de la fédération CGT des métaux, député de Paris, ministre communiste du travail à la Libération. Bâisseur de la sécurité sociale, créateur de la retraite pour tous, il laisse un héritage impressionnant : médecine du travail, comités d'entreprises, conventions collectives... Michel Etiévent entrelace les parcours de ces complices de luttes qui forgèrent ensemble ce qui fonde aujourd'hui l'identité sociale de notre pays.

Le "fils de manoeuvre" Croizat et Marcel Paul le "pitau" - du nom que l'on donnait à l'aube du siècle dernier aux "enfants trouvés" - ayant marqué leur siècle et l'histoire du mouvement ouvrier, c'est un certain engagement communiste, intransigeant que nous proposons de redécouvrir Michel Etiévent, avec sa sensibilité d'écrivain, sa rigueur d'historien et sa conscience de journaliste en prise avec les enjeux et les luttes d'aujourd'hui.

Michel Etiévent, « Marcel Paul, Ambroise Croizat, chemins croisés d'innovation sociale », Ed. GAP, 2009, 200 p., 25 €.

## VOIR...



### L'aventure industrielle en Loire-Inférieure 1820-1930

Jusqu'au 3 avril 2009, les Archives départementales

présentent une exposition sur « L'aventure industrielle en Loire-Inférieure : un territoire, des hommes, des femmes, des innovations ».

En mettant en lumière près de 400 documents et objets (estampes, cartes postales, affiches, plans, maquettes, bannières...), l'exposition offre un panorama renouvelé sur l'histoire de l'industrialisation de la Loire-Inférieure. Une exposition sur des hommes et des femmes, un territoire, à voir aux Archives départementales, 6, rue de Bouillé. Entrée libre. Lundi, mercredi, jeudi et vendredi de 9h à 17h.

## MÉDIAS

### Presse quotidienne : baisse et fonds

Les ventes de la presse quotidienne nationale (PQN) ont chuté de 3,03 % en 2008, selon les premiers chiffres de l'OJD, Office de Justification de la Diffusion. Tous les quotidiens sont en baisse, à l'exception de France Soir, qui progresse de 13,03 %, à 23 934 exemplaires, des Echos (+1,62 %) et d'aujourd'hui en France, l'édition nationale du Parisien (+ 1,50 %). Libération chute le plus fortement (avec une baisse de 6,80 %), suivi du

Monde (-5,15 %), Le Figaro (-2,29 %), La Croix (-1,79 %), La Tribune (-0,59 %). 2007 a pourtant été une année atypique, avec des élections présidentielles et législatives qui ont contribué à tirer les ventes. "Pour avoir des chiffres plus conformes à la réalité, il faut comparer 2008 à 2006, souligne l'OJD. Si l'on prend en compte ce correctif, on constate que la situation de la PQN n'est pas bonne, mais pas catastrophique."

Parmi les mesures issues des Etats Généraux de la Presse, l'une permettrait la création d'une fondation ou d'un fonds, alimentés par des dons défiscalisés -au même titre que les

fondations d'utilité publique- qui viendraient financer les investissements des



journaux. Certains quotidiens comme Libération ou L'Humanité seraient ainsi intéressés par un tel fond, alimenté par un appel aux lecteurs.

En septembre, les NMPP vont généraliser le système de l'assortiment, qui consiste à déterminer avec chaque marchand de journaux quels magazines il reçoit en fonction de sa clientèle. Là où il a été testé, ce système a diminué la charge de travail des marchands de journaux, en désencombrant les présentoirs en réduisant les titres exposés de 10 % à 15 %, tout en accroissant les ventes « jusqu'à près de 3 % », indiquent les NMPP.

Dès mars, l'ensemble des messageries de presse vont plafonner les quantités de journaux livrés aux diffuseurs de presse partout en France.



## près de vous

### Saint-Joachim

#### L'école de la République est devenue une cible

Les cinq élus de la liste « Unis à Saint-Joachim, construire, agir ensemble » ont tenu une conférence de presse pour alerter l'opinion sur la dotation horaire attendue par le collège René CHAR à la prochaine rentrée. L'inspecteur d'académie ayant modifié les critères d'attribution des collèges ruraux (établissements considérés comme étant en zone d'éducation prioritaire), une classe devrait être supprimée. « **Qu'advient-il de nos enfants dans ces conditions ?** » demandent Véronique MAHE, Michèle MOYON, Claude GRANDIN Marc JUSTY et Jean-Yves ROMAND. D'autant, font-ils remarquer « **que la mécanique n'est pas prête de s'arrêter, le gouvernement ayant promis la suppression de 80 000 postes dans l'Education Nationale d'ici 2012** ». Dénonçant le fait que « **l'école de la République, loin d'être une priorité, soit devenue une cible** », ils ont assuré les parents et les enseignants de leur soutien « **inconditionnel** ».

### Pontchâteau

#### Saint-Gildas

#### Avoir de l'ambition pour ses services publics

Intervenant à Crossac lors d'une réunion des élus de la Communauté de communes de Pontchâteau et Saint-Gildas, Michel GUILLET a critiqué « **le peu d'ambitions** » du Schéma de Cohérence Territoriale de l'intercommunalité. Face à la majorité de droite, il a fait une série de propositions concrètes concernant notamment la construction de logements sociaux et la gestion de l'eau en régie directe par la collectivité. A propos des transports, le conseiller municipal a suggéré de se battre avec davantage de vigueur pour une desserte régulière de la ligne Pontchâteau/ Saint-Nazaire qui répond aux besoins de ceux qui travaillent sur l'estuaire et de se rapprocher de la CARENE pour organiser, en commun, les transports en commun. Des bus vont déjà jusqu'à la Chapelle des Marais.

### Nantes

#### Création d'un conseil des personnes handicapées

Les élus communistes ont approuvé la création du Conseil Nantais des Personnes Handicapées, nouvel outil de démocratie locale. Au nom du groupe, Jean-Jacques MOREAU a estimé que si des efforts importants ont été accomplis pour rendre la ville plus accessible, il est extrêmement important de se donner « **des espaces d'expression, de dialogue, d'expertise... de travailler en concertation avec les personnes handicapées sur des propositions de politiques publiques visant à réduire les inégalités et les discriminations.** » Le conseiller municipal a insisté sur le fait que là comme ailleurs, « **les collectivités ne pourront prétendre à elles seules régler la question** » mais que l'intervention de l'Etat dans ce domaine aussi « **était urgente et nécessaire.** »

## L'invité

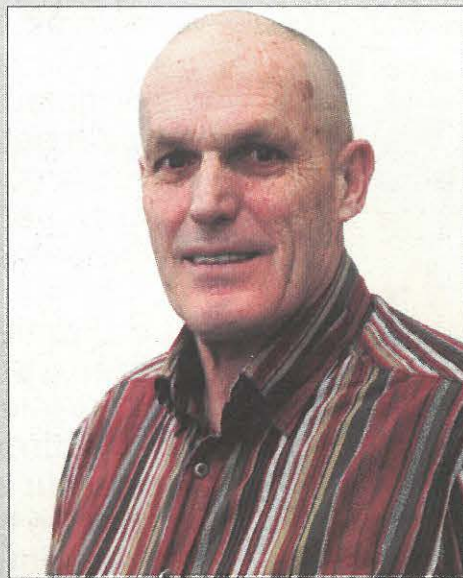
### ■ Taxe professionnelle : Qui va payer ?

La seule mesure concrète annoncée par Nicolas SARKOZY à la télévision, c'est la suppression de la taxe professionnelle dès 2010. Un nouveau cadeau injustifiable et sans contrepartie au MEDEF. Plus de 28 milliards d'euros de recettes fiscales utiles pour l'investissement et le développement des services publics locaux (les collectivités locales réalisent 75% des investissements publics du pays) partiraient dans les poches des patrons au moment où les bénéficiaires annoncés des entreprises du CAC 40 vont dépasser les 85 milliards d'euros (14 milliards pour Total) !

La taxe professionnelle est le seul impôt qui établit un lien direct entre l'entreprise et son lieu d'implantation. N'en déplaise à Mme PARISOT et à ses amis, les entreprises ont une responsabilité sociale et territoriale : elles doivent contribuer à l'aménagement et aux services locaux dont elles profitent à plein.

Et puis, dans cette affaire, nous sommes, une fois encore, confrontés au fait du prince : la mesure annoncée, sans aucune concertation préalable, a pris à contre-pied tous les élus. Tout se passe comme si le gouvernement n'ayant pu imposer d'autorité aux collectivités locales, une réduction des services rendus à la population, le président décide de leur voler leur porte monnaie et de ne leur laisser que l'argent de poche ! La colère était grande, le lendemain de l'annonce télévisée, au conseil municipal de Saint-Nazaire d'autant que le chef de l'Etat s'est bien gardé de répondre clairement à la question qui fâche : qui va payer ? La fable de l'éco taxe n'est pas crédible. Pour compenser la taxe professionnelle perçue par la CARENE (plus de 90% de ses revenus), il faudrait imposer chaque foyer fiscal de 1000 euros supplémentaires chaque année !

Les élus communistes et républicains font, depuis longtemps, des propositions pour moderniser cet impôt. Maintes fois, nous avons dénoncé le fait que les entreprises industrielles, l'énergie et les transports sont redevables des 2/3 de la taxe alors qu'ils ne produisent que 33% de la valeur ajoutée. Les actifs financiers - premiers responsables de la crise - profitent de ce déséquilibre. Les taxer de 0,5%, comme nous y invite la proposition de loi portée par les parlementaires communistes et républicains, rapporterait 22 milliards d'euros.



**Christian Saulnier,**  
Président du groupe des élus communistes à Saint Nazaire

## L'activité

### ■ Conseil général extraordinaire

#### De quoi les collectivités ont-elles besoin ?

Compte tenu des menaces qui pèsent sur les départements, le conseil général a organisé une séance extraordinaire consacrée à la réforme des collectivités territoriales. « **L'idée de supprimer les départements ou de les transformer en simples arrondissements des régions est avancée. Il en est de même des communes qui pourraient devenir des arrondissements des intercommunalités** ». Autre question posée par la commission Balladur : faut-il regrouper les régions ? « **Je pense qu'il n'y a qu'un référendum local qui puisse trancher cette importante question** » a résumé Roger DAVID. « **Le département serait-il devenu inutile ? Remplit-il mal ses missions ?** » a demandé le conseiller général. « **Pourquoi, si c'est le cas, chaque nouvelle étape de la décentralisation transfère-t-elle des compétences d'abord en sa direction ?** » S'il y a une réforme nécessaire c'est bien celle de la fiscalité locale « **qu'il faut réaliser d'urgence** » a affirmé l'élu de Brière « **les impôts pesant sur les ménages étant parmi les plus injustes qui soient** ». Pour mieux répondre « **aux attentes des populations de nos territoires** », nous avons également « **besoin de nouvelles avancées démocratiques, permettant leur participation active à la vie de leurs collectivités** » a conclu Roger DAVID.

### ■ Logement

#### Michel Rica et Marie Annick Bénatre interviennent

Au dernier conseil municipal, Michel RICA a plaidé en faveur d'une « **politique volontariste** » de la municipalité en matière de logements. Il a fait de la « **stricte application de la loi SRU** » un des fondements de la politique locale et a insisté sur la nécessité de lutter « **contre le logement cher** ». Il a appelé à une bataille sans concession contre l'habitat indigne et a demandé une politique ambitieuse de réhabilitation du patrimoine bâti. Evoquant l'accompagnement « **du parcours résidentiel des familles** », il s'est félicité du prêt à taux zéro proposé par Nantes Métropole aux jeunes qui veulent acheter un premier logement. Il a enfin évoqué « **la construction de la ville de demain** » en plaidant pour la réalisation « **d'éco-quartiers** » nantais qui respectent « **la haute qualité environnementale** » et favorisent la mixité sociale. Après avoir remarqué que l'effort annoncé dans le cadre du plan de relance gouvernemental ne compense pas le désengagement de l'Etat pour 2009, Marie Annick BENATRE a, quant à elle, souligné les conséquences « **dramatiques** » du projet de loi Boutin pour des milliers de familles et notamment pour les personnes âgées. Bafouant le droit du locataire au maintien dans les lieux, le texte organise en effet « **la chasse à la sous-occupation** » avec possibilité d'expulsion après trois offres de logement refusées.

### ■ Couëron

#### Michel Lucas : « Faire porter l'effort sur le foncier bâti et emprunter pour investir »

Le débat d'orientation budgétaire a donné l'occasion à Michel LUCAS de rappeler l'attachement des élus communistes à « **la garantie d'un service public de qualité** ». Dans ce contexte il a rappelé que la baisse annoncée de la subvention au CCAS ne pouvait être que « **strictement conjoncturelle** ». Dans le cas contraire, a-t-il prévenu, « **elle ne serait pas acceptable** ». Le souci d'avoir un service de proximité efficace et « **irréprochable** » impose, pour la commune, d'avoir « **un personnel formé, compétent, en nombre suffisant dont nous devons assumer la rémunération et la promotion** » a insisté le président du groupe quelle que soient les « **pressions gouvernementales qui sont engagées au travers de la révision générale des politiques publiques (R.G.P.P.)** ». Les communistes ont accepté une augmentation des impôts locaux mais demandé de porter « **plutôt l'effort sur la taxe du foncier bâti que sur la taxe d'habitation** » car le foncier bâti est aussi payé par les entreprises. Enfin, Michel LUCAS a souligné qu'il partageait « **l'idée d'ouvrir une nouvelle période de réendettement** » à des taux acceptables compte tenu des possibilités ouvertes par la baisse de 30% de la charge de la dette communale entre 2003 à 2007.





## AUJOURD'HUI ET DEMAIN



### St Herblain Gesvre et Cens

Vendredi 27 février :  
Comité local de la section à St Herblain, salle Pablo Neruda à 18H.

### Fédération

Jeudi 5 mars :  
Réunion des responsables à la vie du parti des section, à 18H30 à la fédération.

### Rezé sud loire

Vendredi 6 mars :  
Assemblée générale de section à 18H00 à Rezé.

### Européennes

Dimanche 8 mars :  
Meeting au Zénith de Paris à 14H30.

### Loire et sèvre

Jeudi 12 mars :  
Comité local de la section à 19H.

## Du nouveau matériel militant

2 tracts différents élaborés par la Fédération sont disponibles. Il s'agit de réussir la distribution de ces tracts comme ce fut le cas pour le tract distribué à 40 000 exemplaires avant le 29 janvier. L'objectif est de poursuivre notre démarche de rencontres et de discussion avec la population du département, d'organiser des initiatives en direction des salariés pour porter d'autres logiques économiques et sociales.

Le premier tract intitulé « **Les communistes à vos cotés pour faire reculer Sarkozy** » fait suite à l'allocution télévisée spectacle de Nicolas Sarkozy, il répond aux affirmations du Président sur le système capitaliste, sur son plan de relance, dénonce les mensonges de ses arguments. Le tract revient sur la réussite de la mobilisation du 29 janvier, sur les luttes en cours dans notre département et appelle pour la journée de mobilisation du 19 mars au rassemblement populaire. Un tract qui insiste sur la nécessité de réorienter l'argent vers l'emploi, les salaires, la formation et les services publics.

Le deuxième tract intitulé « **La construction navale, la France en a besoin !** » revient sur les déclarations flatteuses de Nicolas Sarkozy aux salariés lors de sa venue aux Chantiers navals de Saint-Nazaire en septembre dernier. Depuis septembre les effets de la crise ont frappé de plein fouet l'industrie navale et ses sous-traitants. Chômage partiel, licenciements, intérimaires sans missions, les salariés paient la crise et les promesses présidentielles de véritables politiques industrielles pour la construction navale n'ont pas vu le jour. Les communistes mettent en débat dans ce tract leurs propositions pour une navale du 21ème siècle.

### LES COMMUNISTES A VOS COTÉS POUR FAIRE RECULER SARKOZY

Depuis son allocution télévisée, le président Sarkozy a été critiqué à la mesure de son rôle de président de la République. Avec comme seule excuse circulaire pour répondre à ce regard critique que des milliers de salariés, « désemparés », se sont vu offrir un spectacle d'allocution de 15 minutes où son système capitaliste, son plan de relance, son système économique, son système social, son système politique ont été dénoncés.

Monsieur Sarkozy dénonce la crise du capitalisme « mondial ». Son plan vise à remettre sur pieds le « bon capitalisme ».

Il a dit qu'il allait se battre contre le système capitaliste et qu'il allait se battre contre le système social. Mais il a dit qu'il allait se battre contre le système capitaliste et qu'il allait se battre contre le système social. Mais il a dit qu'il allait se battre contre le système capitaliste et qu'il allait se battre contre le système social.

Monsieur Sarkozy affirme que son plan vise à relancer la croissance.

Il nous propose :

1. Son plan vise à relancer la croissance en favorisant les entreprises et les salariés. 2. Son plan vise à relancer la croissance en favorisant les entreprises et les salariés. 3. Son plan vise à relancer la croissance en favorisant les entreprises et les salariés.



### LA CONSTRUCTION NAVALE, LA FRANCE EN A BESOIN !

Paroles de Président :

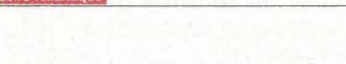
« J'ai toujours considéré qu'un grand pays c'est un pays qui avait une politique industrielle... Il n'y a pas de politique industrielle... Il n'y a pas de politique industrielle... Il n'y a pas de politique industrielle... »

100 000 heures de chômage partiel et après ?

Après l'annonce d'un plan de relance par M. Sarkozy et la mise en œuvre de ce plan de relance par M. Sarkozy, le directeur de STX annonce 100 000 heures de chômage partiel.

Inadmissible !

« Inadmissible ! » est dit les 20 000 maritimes qui ont voté, dans l'ordre, de la gauche à la droite, lors de la dernière élection législative.



### Où est Sarkozy ?

Par Alexis Avril Fréty, lycéen

Depuis le début de l'année les apparitions de Nicolas se faisaient plus rares, avait-il pris une bonne résolution ?

Pourtant nous avons l'habitude de le voir

s'agiter et de l'entendre presque tous les jours.

En effet, certainement en raison des différentes grognons sociales (grève générale aux Antilles, chercheurs et étudiants dans la rue, baisse du pouvoir d'achat, j'en passe et des meilleures), le souverain a envoyé en première ligne ses tirailleurs, dévoués à sa cause indéfendable, pour mettre en avant sa « politique sociale ».

Cherchez l'erreur... Tel des moutons suivant leur berger protecteur, ils ont dû affirmer, une nouvelle fois, l'aberration que serait la revalorisation du SMIC et

« le souverain a envoyé en première ligne ses tirailleurs, dévoués à sa cause indéfendable »

l'impossibilité pour la république de conserver autant de fonctionnaires (qui permettent, entre autre, le bon fonctionnement des institutions qui composent le fer de lance

de notre pays), faute de moyens évidemment.

Cependant, l'Etat a « promis » de s'investir de manière forte auprès de ceux qu'il a lui-même démunis et a pour objectif principal d'obtenir des services publics de meilleure qualité avec moins de moyens.

Alors qui mieux que le fidèle Bertrand ou le très social et humain ministre du travail Hortefeux (qui a pu se vanter d'avoir expulsé trente mille être humains l'année passée droit vers la

misère) auraient pu s'acquitter de cette tâche ?

Ils ont, donc, mis en avant des « vraies propositions » qui n'apporteront, en fin de compte, aucun emploi supplémentaire et aucune amélioration en matière de politique sociale et salariale significative.

Aussi on peut se demander pourquoi ce gouvernement ultralibéral revient vers les plus lésés qu'il dénigrait auparavant ?

Ce revirement démagogique du côté de

« la France d'en bas » correspondrait-il à une manœuvre électorale à l'approche des élections européennes ou doit on croire à la bonne parole si souvent esquintée de notre cher Tyran et de ses vassaux ?

La réponse n'appartient qu'à vous en tout cas si certains d'entre vous manifestent un besoin très urgent de pouvoir l'admirer en raison de ses jours d'absence, vous pourrez toujours vous consoler en consultant le mot « bling » sur Google, c'est édifiant...

« Nouvelles de Loire Atlantique »  
 Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU  
 Commission paritaire : N° 0310 I 86504  
 Imprimerie : IMPRAM Lannion  
 Composition : SEM Locminé  
 Responsable de la rédaction : Aymeric SEASSAU  
 NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes  
 Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36  
 e-mail: nlapublicite@orange.fr  
 Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:  
 Marie-Annick BENÂTRE  
 Yannick CHENEAU  
 Michel DEJEU  
 Pedro MAÏA  
 Jean-Yves MARTIN  
 Yann VINCE  
 Manu BLASCO

## Vite lu...

### Nécrologie

**Marcel SOUBIRAN nous a quitté.** Marcel était un camarade de la section de Nantes. Résistant FTP dans l'Ariège, il avait participé à la libération de plusieurs villes du sud-ouest de la France. Militant communiste à la DDE lorsqu'il était en activité puis retraité dans le quartier Dalby.

Nous avons aussi appris le décès de **René RAULT**, camarade de la section de Saint-Nazaire. René avait pris le maquis pendant la guerre. Ouvrier métallurgiste, il était militant à la CGT et au PCF auxquels il a consacré une partie de sa vie.

Nous présentons à leurs familles et à leurs proches nos plus sincères condoléances.